Référendum en Islande : écrasante victoire du non

23/08/2010 à 6h10

Les Islandais ont rejeté à plus de 93% la loi Icesave selon les résultats quasi définitifs annoncés dimanche. Sur la base de 90% de bulletins dépouillés, le "*non*" l'emporte avec 93,3% des suffrages, contre 1,5% pour le "oui".



L'accord financier prévoyait le remboursement d'ici à 2024 par Reykjavik de 3,9 milliards d'euros avancés par Londres et La Haye pour indemniser leurs citoyens après la faillite de la banque en ligne islandaise Icesave.

> ***Les quelque 230.000 électeurs appelés aux urnes ont rejeté encore plus fortement que prévu dans les sondages, l'impopulaire loi Icesave.***

Diminuant la portée de ces résultats, la Première ministre Johanna Sigurdardottir a déclaré qu'ils "*ne sont pas une surprise*" et qu'ils "*ne constituent pas un choc pour le gouvernement.*" "*Le référendum passé, il est de notre devoir de reprendre la fin des négociations*" avec Londres et La Haye, a-t-elle déclaré à la télévision.

“*Le résultat peut être interprété comme un cri de défi ou comme une conclusion écrite d’avance*“, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Ossur Skarphedinsson à la presse après l’annonce des premiers résultats.

Échec des ultimes négociations

Pour éviter le référendum et son probable non, Reykjavik s’est efforcé depuis janvier et jusqu’à la veille du scrutin de trouver un nouvel accord avec Londres et La Haye. Sans succès. “*Les discussions sur Icesave sont ajournées,*” a annoncé vendredi le ministère islandais des Finances dans un communiqué, précisant que le comité islandais de négociation rentrait de Londres. “*Les discussions jusqu’à aujourd’hui ont été constructives et l’Islande est confiante qu’une solution mutuellement acceptable pourra être obtenue (…) L’Islande reste engagée à poursuivre le dialogue et espère que les négociations vont reprendre dès la semaine prochaine,*” a ajouté le ministère.

Un peu plus tôt, le ministre des Finances Steingrimur Sigfusson avait indiqué espérer de nouvelles négociations après le référendum, mais il disait ne pas avoir reçu de garanties des Britanniques et des Néerlandais en ce sens.

Pas de démission annoncée

Selon les analystes, un non pourrait retarder le versement de prêts restants à verser du FMI et des pays nordiques, ce qui pourrait coûter jusqu’à 5% du Produit intérieur brut islandais c’est-à-dire “plus que l’accord lui-même” selon le ministre islandais de l’économie Gylfi Magnusson.

Le rejet de la loi risque par ailleurs d’affaiblir le gouvernement de gauche déjà critiqué pour consacrer trop de temps à Icesave. Le gouvernement islandais ne démissionnera pas en cas de très probable victoire du “non” samedi, a cependant assuré vendredi la Première ministre Johanna Sigurdardottir. “*Nous resterons unis en ces temps difficiles,*”

a-t-elle dit au terme d’un conseil des ministres, soulignant que le gouvernement entendait rester en place pour régler le litige avec Londres et La Haye sur l’indemnisation de clients britanniques et néerlandais de la banque Icesave.

France2